

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle Risques chroniques, éolien et sites pollués
40 rue de la Préfecture
58026 NEVERS CEDEX

Nevers, le 1^{er} août 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/05/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LIGIER AUTOMOTIVE

Technopole -58470 MAGNY COURS

Références : 220551

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/05/2022 dans l'établissement LIGIER AUTOMOTIVE implanté au Technopole 58470 MAGNY COURS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LIGIER AUTOMOTIVE (ex-SODEMO)
- Technopole 58470 MAGNY COURS
- Code AIOT dans GUN : 0025100022
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

L'activité de l'entreprise LIGIER AUTOMOTIVE, implantée à MAGNY-COURS, consiste principalement dans les essais, la mise au point, le développement, la réparation et la rénovation de moteurs de course ou aéronautique.

L'inspection a porté sur les suites de l'inspection de 2021 pour la thématique déchets, sur les thématiques des rejets des eaux et des rejets atmosphériques et enfin sur la prévention du risque incendie.

Les installations inspectées concernent l'ensemble du site, et en particulier l'atelier d'usinage, les cellules des bancs d'essais moteur, la zone de stockage des produits, les bacs de stockage des huiles, la zone « déchets », les points de rejets des eaux et l'emplacement du ballon obturateur remplacé en mars 2022.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- déchets,
- eau,

- air,
- prévention du risque incendie.

2) Constats

2-1. Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et, à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2. Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Réseau des eaux	arrêté préfectoral du 29/12/1992, article A2.3	/	Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Analyses et mesures – Contrôles inopinés	arrêté préfectoral du 29/12/1992, article A2.	/	Lettre de suite préfectorale
Auto-surveillance des rejets atmosphériques	arrêté préfectoral du 29/12/1992, article A3.5.2	/	Lettre de suite préfectorale
Contrôle des installations électriques	arrêté préfectoral du 29/12/1992, article A6.3	/	Lettre de suite préfectorale
Moyens organisationnels	arrêté préfectoral du 29/12/1992, article A6.6	/	Lettre de suite préfectorale
Information du personnel	arrêté préfectoral du 29/12/1992, article A6.7	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Activités	arrêté préfectoral du 29/12/1992, article A1.1	/	Sans objet
Registre de contrôle	arrêté préfectoral du 29/12/1992, article A6.8	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Exploitant	arrêté préfectoral du 29/12/1992, article 1.1	/	Sans objet
Modifications	arrêté préfectoral du 29/12/1992, article A1.2	/	Sans objet
Registre des déchets	arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Sans objet
Déclaration GERP	arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	/	Sans objet
Stockage des déchets	arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 45	/	Sans objet
Stockage des déchets	arrêté préfectoral du 29/12/1992, article A5.4	/	Sans objet
Points de rejet	arrêté préfectoral du 29/12/1992, article A2.2	/	Sans objet
Normes de rejets à l'atmosphère	arrêté préfectoral du 29/12/1992, article A3.3.2	/	Sans objet
Contrôles inopinés des rejets atmosphériques	arrêté préfectoral du 29/12/1992, article A3.5.1	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Mesures acoustiques	arrêté préfectoral du 29/12/1992, article A4.4	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie	arrêté préfectoral du 29/12/1992, article A6.5	/	Sans objet
Atelier d'essais de moteurs – Description	arrêté préfectoral du 29/12/1992, article B1.1	/	Sans objet
Atelier d'essais de moteurs – Prescriptions particulières	arrêté préfectoral du 29/12/1992, article B1.2	/	Sans objet

2-3. Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est apparu propre et correctement entretenu.

L'exploitant a corrigé l'ensemble des défauts relevés lors de la dernière inspection du 29 octobre 2021 sur la gestion des déchets.

Concernant le contrôle de la qualité des eaux rejetées, l'arrêté préfectoral d'autorisation et l'arrêté ministériel du 03/08/2018 pour la rubrique concernée par l'autorisation (2931) ne prescrivent pas une périodicité fixe pour le réaliser. Etant donné que le dernier contrôle réalisé par l'exploitant date de 2017, il est demandé de le renouveler pour l'année à venir.

Les modalités de l'auto-surveillance des installations de ventilation et d'aspiration dans les ateliers de bancs d'essais moteur, et des rejets atmosphériques, doivent être formalisées.

Concernant la prévention du risque incendie, l'inspection des installations classées a constaté des lacunes concernant l'information du personnel (absence de consignes de sécurité et certaines procédures manquantes) et les moyens organisationnels (absence d'exercices incendie).

L'exploitant n'a pas pu présenter de rapport de contrôle des installations électriques pour l'année 2021.

2-4. Fiches de constats

Nom du point de contrôle : **Exploitant**

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 29/12/1992, article 1.1
Thème(s) : Situation administrative
Prescription contrôlée : La société anonyme SODEMO, dont le siège social est Technopole du circuit automobile de MAGNY-COURS – 58470 MAGNY-COURS, est autorisée, sous réserve de la stricte observation des dispositions prescrites par le présent arrêté, à pratiquer les activités de la nomenclature des installations classées précisées à l'annexe I ci-jointe, dans son établissement situé sur le territoire de la commune de MAGNY-COURS.
Constats : Par courriel du 17 janvier 2020, la société LIGIER AUTOMOTIVE a adressé une déclaration de changement d'exploitant. La société LIGIER AUTOMOTIVE a repris l'ensemble des activités de SODEMO à MAGNY-COURS suite à une TUP (fusion de sociétés) en date du 31 décembre 2018.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : **Activités**

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 29/12/1992, article A1.1
Thème(s) : Situation administrative, caractéristiques de l'établissement
Prescription contrôlée : L'établissement, objet de la présente autorisation, a pour activité principale l'exploitation d'un atelier de carrosserie peinture automobile, d'un atelier de réparation et d'entretien mécanique automobile et de trois bancs d'essais de moteurs à allumage commandé. Il comprend : <ul style="list-style-type: none"> • une cabine de peinture avec étude de séchage, • un ensemble de machines pour la réparation de pièces mécaniques, • trois bancs d'essais moteurs avec pupitres équipés d'instruments de mesure, • diverses installations nécessaires à l'exercice de l'activité générale : chaufferie, compresseur d'air, dépôt enterré de fioul domestique.
Constats : Le site est équipé par une installation de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air du type "circuit fermé" (TAR), destiné au banc d'essai. L'ajout de la rubrique 2921 au régime de la déclaration a été acté par lettre préfectorale du 29 juin 2006. Depuis la signature de l'arrêté préfectoral de 1992, les activités sur le site ont évoluées : la cabine de peinture avec la cabine de séchage n'existe plus, le site comprend quatre bancs d'essais moteurs, etc. L'exploitant doit transmettre une note relative à l'ensemble des évolutions qui ont été apportées aux activités sur le site et se positionner sur son classement ICPE par rapport au tableau annexé à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 décembre 1992.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : **Modifications**

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 29/12/1992, article A1.2
Thème(s) : Situation administrative, conformité aux plans et données techniques
Prescription contrôlée : [...] Tout projet de modification à apporter à ces installations doit, avant réalisation, être porté par le pétitionnaire à la connaissance du préfet, accompagné des éléments d'appréciation nécessaires.
Constats : L'exploitant étudie de nouveaux projets pour le site de MAGNY-COURS, entre autres liés au développement des nouvelles énergies comme l'hydrogène. Une fois que ce projet est fixé, l'exploitant doit transmettre un porter-à-connaissance au préfet. Un formulaire dynamique d'aide à la rédaction d'un dossier de porter à connaissance est accessible sur le site internet de la DREAL Bourgogne-Franche-Comté au lien suivant : https://www.bourgogne-franche-comte.developpement-durable.gouv.fr/declarer-une-modification-dans-une-icpe-a8521.html .
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : **Registre des déchets**

Référence réglementaire : arrêté ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : a) concernant la date de sortie de l'installation : - la date de l'expédition du déchet ; b) concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R541-45 du code de l'environnement et R1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ; c) concernant l'origine du déchet : - l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; d) concernant la gestion et le transport du déchet : - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R.541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R.541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; e) Concernant la destination du déchet : - la raison sociale, le n° SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié, - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
Constats : Suite à l'inspection de 2021, l'exploitant tient à jour un registre unique des déchets sortants. Ce registre a été présenté lors de la présente inspection et comprend l'ensemble des éléments prescrits par l'arrêté ministériel du 31 mai 2021. Le suivi des déchets sortant se fait en lien avec la

plateforme Trackdéchets.
La non-conformité relevée en 2021 est soldée.
Observations : Le constat 2021 était le suivant : Observation n°1 : le registre des déchets n'est pas unique Non-conformité n°1 : L'ensemble des informations réglementaires n'apparaît pas sur les registres des déchets.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : **Déclaration GERE**

Référence réglementaire : arrêté ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : II.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : - les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : - les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/ an.
Constats : Suite à l'inspection de 2021, l'exploitant a analysé ses quantités de déchets générés et en a conclut que : - pour les déchets dangereux, la quantité générée dépasse les 2 tonnes certaines années, - pour les déchets non dangereux, la quantité de déchets non dangereux est inférieure à 2 000 t/ an. Au jour de l'inspection, l'exploitant a récemment reçu les droits pour déclarer les quantités de déchets produits sur la plateforme GERE.
Observations : Le constat 2021 était le suivant : Demande de compléments n°1 : l'exploitant doit justifier qu'il n'est pas soumis à déclaration GERE.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : **Stockage des déchets**

Référence réglementaire : arrêté ministériel du 02/02/1998, article 45
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible protégés des eaux météoriques.
Constats : Suite à l'inspection de 2021, les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) ont été déplacés à l'intérieur du bâtiment, dans des caisses, à l'abri des intempéries. Cette non-conformité est soldée. L'exploitant prévoit de réaménager une partie du bâtiment et porte sa réflexion sur l'installation d'une benne étanche dans le futur.
Observations : Le constat 2021 était le suivant : Non-conformité n°2 : Les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) ne sont pas stockés à l'abri des intempéries.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : **Stockage des déchets**

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 29/12/1992, article A5.4
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Art A5.4 : Stockage temporaire des déchets Le stockage temporaire des déchets dans l'enceinte de l'établissement doit être fait dans des conditions qui ne portent pas, ou ne risquent pas de porter atteinte à l'environnement. Des mesures de protection contre les eaux de ruissellement et les envols doivent être prises afin d'éviter tout entraînement vers le milieu naturel.
Constats : Lors de la présente inspection, il a été constaté que : - les déchets carton sont stockés dans une benne fermée sur le dessus, - la benne à ferraille est posée sur une dalle étanche reliée à un séparateur. Ces conditions de stockage ne risquent pas de porter atteinte à l'environnement et le stockage des déchets carton à l'abri des intempéries permet d'en empêcher leurs dégradations.
Observations : Le constat 2021 était le suivant : Demande de compléments n°2 : Les déchets métalliques et les cartons ne sont pas stockés à l'abri des intempéries. L'exploitant doit justifier que ces conditions de stockage ne dégradent pas la nature des déchets collectés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : **Points de rejet**

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 29/12/1992, article A2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : a) Collecte sélective Les effluents de l'usine sont classés en deux catégories. Celles-ci ne peuvent être mélangées qu'après avoir subi leur traitement respectif prévu dans le présent arrêté. La première catégorie est constituée par les eaux pluviales. Les évacuations doivent être busées et ne doivent pas admettre d'autres effluents que ceux du site. Sur ces évacuations doivent être mis en place des dispositifs permettant de recueillir avant rejet dans le milieu naturel les produits tels que huiles, peintures, eaux sales ou polluées, ..., accidentellement répandus dans l'enceinte de l'usine, La deuxième catégorie est constituée par les eaux de lavage des sols et toutes eaux présentant un risque quelconque de pollution. Ces eaux dénommées « eaux de fabrication » doivent être obligatoirement épurées. Les eaux vannes et les eaux sanitaires non visées par le présent arrêté sont traitées séparément selon les règles d'hygiène édictées par le règlement sanitaire départemental. b) Points de rejets Les points de rejets hors de l'établissement des eaux des catégories définies ci-dessus sont au nombre de deux répartis comme suit : - un pour les eaux pluviales risquant d'être contaminées, - un pour les eaux de fabrication après épuration. Les points de rejets doivent comporter les dispositifs nécessaires pour pratiquer l'exécution de prélèvements. L'accès aux points de prélèvements est aménagé pour permettre l'amenée de matériel. Le rejet des eaux dans le sol ou le sous-sol est interdit. c) Normes de rejets Les diverses catégories d'eaux doivent présenter les caractéristiques maximales suivantes avant rejet hors de l'établissement avant mélange et dilution : - eaux de fabrication : DCO \leq 120 mg/l - MES \leq 30 mg/l - hydrocarbures \leq 5 mg/l (norme T90.203) - eaux pluviales : pas de dégradation.
Constats : L'exploitant procède à l'analyse des rejets en sortie de la tour aéroréfrigérante (TAR) tous les deux mois (ce point de rejet n'est pas listé dans l'arrêté préfectoral d'autorisation mais a été pris en compte lors de l'instruction du dossier de modification ayant abouti au récépissé de déclaration du 29 juin 2006). L'exploitant a présenté les analyses réalisés le 21 février 2022 et le 25 avril 2022, dont les résultats sont conformes à la réglementation applicable aux TAR.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : **Réseau des eaux**

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 29/12/1992, article A2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : L'exploitant doit tenir à jour un schéma des circuits d'eaux, faisant apparaître les sources, la circulation, les dispositifs d'épuration et les rejets des eaux de toute origine. Ce schéma est tenu en permanence à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
Constats : L'exploitant a présenté un plan des réseaux d'eau qui date d'environ 5 ans et qui n'est plus à jour. L'exploitant doit mettre à jour le plan des réseaux d'eau.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : **Analyses et mesures – Contrôles inopinés**

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 29/12/1992, article A2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : À la demande de l'inspecteur des installations classées, il doit être procédé à des prélèvements, analyses et tout contrôle de la qualité des eaux. Les dépenses qui en résultent sont à la charge de l'exploitant.
Constats : Les dernières analyses de la qualité des eaux du site (en dehors de la TAR) ont été réalisées en 2017. L'inspection des installations classées invite l'exploitant à procéder à un nouveau contrôle de la qualité des eaux rejetées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : **Normes de rejets à l'atmosphère**

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 29/12/1992, article A3.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, air
<p>Prescription contrôlée : Les installations de combustion doivent être équipées et répondre aux normes, conformément aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 juin 1975, relatif à l'équipement et à l'exploitation des installations thermiques en vue de réduire la pollution atmosphérique et économiser l'énergie.</p> <p>Les teneurs en polluants des rejets à l'atmosphère des gaz et vapeurs doivent être aussi faibles que possible et respecter les concentrations maximales ci-après :</p> <p>atelier d'usinage de pièces métalliques, poste d'application et de séchage des peintures et vernis, atelier d'essais des moteurs sur bancs 50 mg/Nm3 de solvants et produits hydrocarbures, concentrations en polluants des gaz d'échappement conformes aux normes fixées par le code de la route pour les véhicules équipés de moteurs à explosion.</p>
Constats : Les dernières analyses ont été réalisées en 2018 et montrent des résultats conformes et largement inférieures aux valeurs limites d'émission.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : **Contrôles inopinés des rejets atmosphériques**

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 29/12/1992, article A3.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, air
<p>Prescription contrôlée : À la demande de l'inspecteur des installations classées, il doit être procédé par un organisme disposant du matériel de prélèvement et d'analyse approprié, soumis à l'approbation de l'inspecteur des installations classées, à des prélèvements d'échantillons gazeux et à leur analyse. Les dépenses qui en résultent sont à la charge de l'exploitant.</p>
<p>Constats : Les dernières analyses des rejets atmosphériques ont été réalisés en 2018 à la demande de l'inspection.</p> <p>En raison des résultats très inférieurs aux limites d'émission autorisées et de la situation géographique du site (en plein cœur du Technopole de MAGNY-COURS), l'inspection des installations classées considère qu'il n'est pas nécessaire de procéder à un nouveau contrôle dans l'immédiat.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : **Auto-surveillance des rejets atmosphériques**

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 29/12/1992, article A3.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, air
<p>Prescription contrôlée : Une auto-surveillance des rejets atmosphériques est réalisée par l'exploitant. Elle porte sur : • le bon fonctionnement des systèmes de captation et d'aspiration. L'exploitant s'assure notamment de l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalie dans le fonctionnement des ventilateurs ainsi que du bon fonctionnement des installations de lavage éventuelles (niveau d'eau), • le bon traitement des effluents atmosphériques, notamment par l'utilisation d'appareils simples de prélèvements et d'estimation de la teneur en polluants dans les effluents atmosphériques. Les dépenses qui en résultent sont à la charge de l'exploitant.</p>
<p>Constats : L'exploitant procède à des vérifications visuelles des installations de captation et d'aspiration. De plus, en cas d'anomalie de fonctionnement ou de surchauffe, les installations s'arrêtent automatiquement.</p> <p>Les procédures d'entretien de ces installations n'est pas formalisé. A ce jour, la surveillance de ces installations n'est pas réalisé à une fréquence régulière. L'exploitant doit formaliser l'auto-surveillance du bon fonctionnement et de l'entretien des installations de captation et d'aspiration.</p> <p>L'exploitant ne procède pas non plus à une auto-surveillance du bon traitement des effluents atmosphériques par des analyses régulières des rejets.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : **Mesures acoustiques**

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 29/12/1992, article A4.4
Thème(s) : Risques chroniques, bruit
<p>Prescription contrôlée : Des mesures acoustiques, continues, périodiques ou occasionnelles et études de bruit doivent être effectuées à la demande de l'inspecteur des installations classées. Les frais en résultant sont à la charge de l'exploitant. Les mesures doivent être faites par un organisme soumis à l'approbation de l'inspecteur des installations classées.</p>
<p>Constats : Les dernières mesures acoustiques ont eu lieu du 12 au 13 décembre 2018. Les résultats sont conformes et mettent en évidence des émergences très peu élevées.</p> <p>En raison des résultats conformes, des émergences très peu élevées et de la situation géographique du site (en plein cœur du Technopole de MAGNY-COURS), l'inspection des installations classées considère qu'il n'est pas nécessaire de procéder à un nouveau contrôle dans l'immédiat.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : **Contrôle des installations électriques**

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 29/12/1992, article A6.3
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être contrôlées lors de leur mise en service, lors de toutes modifications importantes, puis tous les ans par un vérificateur choisi par le chef de l'établissement sur la liste établie par le Ministre chargé du travail. Ces vérifications doivent faire l'objet d'un rapport qui doit être tenu en permanence à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
Constats : L'exploitant a présenté le rapport de contrôle des installations électriques réalisé le 08/07/2020 par VERITAS. L'exploitant n'a pas pu présenter de rapport de contrôle pour l'année 2021, à priori ce contrôle n'a pas été réalisé pour l'année 2021. L'exploitant doit confirmer si ce contrôle a bien eu lieu pour l'année 2021 et transmettre le rapport de contrôle. Dans le cas contraire (absence de contrôle), l'exploitant doit contrôler ses installations électriques dans les plus brefs délais.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : **Moyens de lutte contre l'incendie**

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 29/12/1992, article A6.5
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le matériel de lutte contre les sinistres ainsi que les agents d'extinction doivent être adaptés aux feux et produits à combattre. Les agents d'extinction sont choisis :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pour ne pas créer de réaction dangereuse avec les produits en flamme ou mis en contact, • pour limiter l'entraînement par les eaux d'extinction de produits dangereux, polluants ou toxiques afin d'éviter les pollutions accidentelles des eaux. <p>Le matériel, volumes en réserve et débits sont établis en rapport avec l'importance et les risques présentés par les installations. Le réseau d'incendie et l'ensemble du matériel d'incendie doivent être conformes aux normes en vigueur. Pour les usages communs, l'établissement est doté :</p> <ul style="list-style-type: none"> • du réseau incendie de la zone industrielle alimenté par une pression suffisante et utilisable en période de gel, • de robinets armés accessibles répartis dans l'ensemble de l'établissement, • d'extincteurs fixes et mobiles adaptés aux feux à combattre, contrôlés périodiquement et répartis en différents points de l'usine, • d'interrupteurs et disjoncteurs à manœuvrer en cas de feu, peints en rouge. Les aires de circulation nécessaires aux services de secours doivent rester dégagées en permanence. <p>En cas de travaux, la signalisation des déviations est mise en place au préalable.</p>
<p>Constats : Le site est équipé de 52 extincteurs et des dispositifs de désenfumages (trappes) en toiture. Les extincteurs sont accessibles et leurs accès ne sont pas encombrés.</p> <p>Ces dispositifs ont été contrôlé le 14 septembre 2021 par la société SARL Technique Sécurité Incendie et les rapports de contrôle ne mettent en évidence aucune non-conformité.</p> <p>Afin de retenir les eaux potentiellement polluées en cas d'incident/accident, le réseau des eaux est équipé d'un obturateur. L'exploitant a remplacé le ballon obturateur le 03 mars 2022.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : **Moyens organisationnels**

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 29/12/1992, article A6.6
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement doit disposer d'une protection de premier secours bien étudiée, permettant à tout moment d'attaquer un sinistre en attendant les secours extérieurs et d'alerter ces derniers dans le plus court délai possible, de jour comme de nuit.</p> <p>Un code de sonnerie permet d'alerter le personnel.</p> <p>Des exercices de lutte contre l'incendie sont effectués périodiquement, l'espacement entre deux exercices ne pouvant excéder un trimestre.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne dispose pas d'une équipe de première intervention. Le personnel est formé SST. L'exploitant prévoit une formation incendie dans l'année.</p> <p>L'exploitant ne réalise pas d'exercices de lutte contre l'incendie. L'exploitant doit les réaliser périodiquement.</p>
Observations : Cette non-conformité avait déjà été relevée pendant l'inspection du 26 mars 2009
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : **Information du personnel**

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 29/12/1992, article A6.7
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Prescription contrôlée : Des consignes affichées et commentées au personnel doivent énoncer les précautions à prendre pour prévenir les incendies, explosions et émanations toxiques. Les consignes sont rendues obligatoires aux membres des entreprises extérieures, aux livreurs et à la clientèle. Elles traitent entre autres : <ul style="list-style-type: none">- des interdictions de fumer ou de feux nus, de l'enlèvement des poussières, ou des déchets susceptibles de faciliter la propagation d'un incendie ou d'une explosion,- de la délivrance du permis de feu,- des modalités de gardiennage ou de surveillance,- du code des signaux d'alerte,- de la conduite à tenir en cas de sinistre. Dans les zones à risques, l'intervention du personnel d'entretien ou d'une entreprise de service avec des outillages générateurs de points chauds (chalumeau, postes de soudure électriques, tronçonnage, meulage, ...) ne peut s'effectuer qu'après l'obtention d'un permis de feu délivré par le chef d'établissement ou le responsable de la sécurité.
Constats : Ces consignes n'existent pas. L'exploitant doit formaliser des consignes conformément aux dispositions de cet article. Les consignes devront être affichées dans les ateliers. De la même façon, une procédure encadrant l'utilisation des obturateurs des réseaux doit être établie.
Observations : Cette non-conformité avait déjà été relevée lors de l'inspection du 26 mars 2009
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : **Registre de contrôle**

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 29/12/1992, article A6.8
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
<p>Prescription contrôlée : Le responsable de la sécurité doit tenir un registre de contrôle, d'entretien et de manœuvre des dispositifs de lutte contre les sinistres. Sur ce cahier doivent figurer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dates des visites de contrôle de ces dispositifs ainsi que les observations faites par les visiteurs et toutes les anomalies de fonctionnement qui seront constatées, - les dates des exercices effectués ainsi que toutes observations ayant trait aux interventions éventuelles. <p>Ce registre doit être tenu à la disposition des services publics de lutte contre l'incendie et de l'inspecteur des installations classées.</p>
<p>Constats : L'exploitant dispose de tous les rapports de contrôle des dispositifs de lutte contre l'incendie. L'exploitant assure le suivi des anomalies relevées mais pas dans les formes prévues par les dispositions de l'article de l'arrêté d'autorisation.</p> <p>L'exploitant est invité à formaliser son suivi du contrôle et de l'entretien des dispositifs de lutte contre l'incendie par l'établissement d'un cahier comprenant les éléments cités par le présent article.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : **Atelier d'essais de moteurs – Description**

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 29/12/1992, article B1.1
Thème(s) : Situation administrative, liste des installations
<p>Prescription contrôlée : Cet atelier comprend trois bancs d'essais moteurs, avec pupitre de surveillance et de mesures.</p>
<p>Constats : Le site est équipé de quatre bancs d'essais moteurs. Un cinquième banc à essai, un banc à hélice, n'existe plus.</p>
<p>Observations : L'inspection des installations classées était informée de la présence des 5 bancs d'essais suite à l'inspection du 26 mars 2009.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : **Atelier d'essais de moteurs – Prescriptions particulières**

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 29/12/1992, article B1.2
Thème(s) : Risques chroniques, atelier d'essais de moteurs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation doit être construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits aériens ou vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne. En particulier, les bancs d'essais sont munis de dispositifs silencieux efficaces et les essais sont effectués dans des locaux spéciaux convenablement insonorisés et aérés.</p> <p>Il est interdit d'entreposer dans l'atelier d'essais des moteurs, des liquides inflammables autres que ceux des réservoirs d'alimentation des moteurs.</p> <p>Toutes dispositions sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident, tel que rupture de récipient ou de canalisation, déversement direct de matières dangereuses ou insalubres vers les égouts ou les milieux naturels.</p> <p>Des extincteurs portatifs pour feux d'hydrocarbures (à l'exclusion d'extincteurs au bromure de méthyle), de capacité minimum de 8 litres, toujours entretenus en bon état de fonctionnement, doivent être disposés dans la salle d'essais.</p> <p>Les éléments de construction de l'atelier doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- parois coupe-feu de degré 1 heure,- couverture incombustible ou plancher haut coupe-feu de degré 1 heure,- portes pare-flammes de degré une demi-heure. <p>Cet atelier ne doit pas être surmonté d'étages occupés ou habités par des tiers.</p>
<p>Constats :</p> <p>Aucun liquide inflammable n'a été observé dans les cabines d'essais des moteurs.</p> <p>Afin d'éviter la pollution des égouts et des milieux naturels, l'ensemble des ateliers sont sur rétention et rejoignent un bac séparateur situé en dessous du bâtiment. Ce bac est régulièrement vidangé (ce qui explique la variabilité dans la quantité de déchets dangereux générés et expédiés, qui dépend de l'activité des bancs d'essais et de la quantité de déchets d'huiles produite). Des ballons obturateurs sont présents dans les réseaux des eaux afin d'empêcher la pollution des milieux en cas de rejet accidentel de polluant dans ces réseaux.</p> <p>Les extincteurs portatifs pour feux d'hydrocarbures sont présents et sont contrôlés annuellement.</p> <p>Les cabines d'essais moteur ne sont pas surmontées d'étages occupés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet